

UNE DOUBLE CONCEPTION DU PARTI PROLÉTARIEN

Maximilien Rubel

Socialgerie
février 2013

"Pour Marx et Engels, le problème de l'organisation d'un parti communiste se pose à partir de 1847, date à laquelle les associations ouvrières européennes avec lesquelles ils sont en relation leur demande de rédiger un manifeste qui deviendra le *"Manifeste du parti communiste"*.

L'organisation de la classe ouvrière en parti est, selon eux, rendue possible par la concentration de plus en plus grande des prolétaires dans la période de la grande industrie ainsi que par le progrès des moyens de communication : de ce point de vue, elle apparaît comme le résultat nécessaire de la révolution bourgeoise.

Pourtant, l'efficacité de l'organisation d'un parti ne dépend pas seulement de faits objectifs mais aussi de la claire compréhension, par la classe dont il doit constituer l'arme, de ses tâches et de ses buts.

Le texte de Maximilien Rubel appelle une réflexion sur le rôle des théoriciens communistes : sont-ils, comme le dit souvent Marx, les voix du prolétariat ou bien doivent-ils ouvrir la voie de l'émancipation humaine ?"

M-H M.

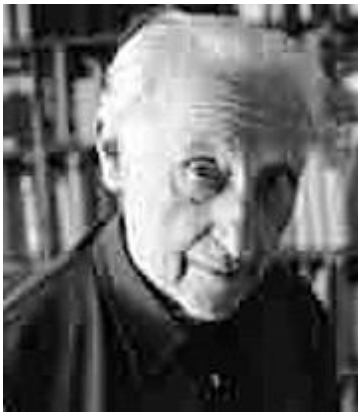
« Dans ses lettres à ses amis, dit Maximilien Rubel, Engels s'insurgeait contre la transformation de la théorie marxienne en dogme sectaire, et il rappelait précisément le postulat fondamental de cette théorie : « constitution des ouvriers en parti politique indépendant » certes, mais non pas sur la base d'un dogme théorique.

« Les masses ont besoin de temps et d'expériences pour se développer, et elles en ont seulement l'occasion lorsqu'elles ont un mouvement à elles, quelle qu'en soit la forme, pourvu que ce soit leur mouvement propre. »

Et : « Il n'y a pas de meilleur chemin vers la claire intelligence théorique que de s'instruire par ses propres erreurs (...). L'important, c'est de faire que la classe ouvrière agisse en tant que classe. Ceci obtenu, elle trouvera bientôt la bonne direction (...). Un million ou deux de voies ouvrières au prochain novembre pour un parti ouvrier de bonne foi vaut infiniment plus à présent que cent mille voix pour une plate-forme doctrinalement parfaite. »

Lisons donc plus avant Maximilien Rubel, lequel était certainement l'un des meilleurs connaisseurs de la pensée et de l'œuvre de Marx.

M.



REMARQUES SUR LE CONCEPT DE PARTI PROLÉTARIEN CHEZ MARX

Maximilien Rubel

1961 - Publié : dans la "Revue française de sociologie" - (Vol. II, N°2-3, juillet-septembre 1961

Il serait facile de montrer que la problématique de la sociologie du XX^e siècle n'a jamais été discutée sans que l'on eût à l'esprit la pensée de Karl Marx. Il est donc étrange de voir qu'un problème à ses yeux essentiel, celui des partis politiques, soit généralement négligé par les sociologues et exégètes, marxistes ou non.

Pour Marx, on le sait, le concept de parti n'est saisissable que dans le contexte de la société moderne et, comme tel, il est le corrélatif du concept de classe. Alors que le problème des classes sociales est le plus souvent abordé et étudié au XX^e siècle avec référence au marxisme, il est rare que les sociologues le rattachent à celui des partis politiques. Le fameux passage du Manifeste communiste, où il est question de « *cette organisation des prolétaires en classe, et par là même en parti politique* », demeure donc sybillin [1].

Il n'est pas question, bien entendu, de traiter ce problème ici, ne serait-ce que de manière approximative. Dans les remarques qui suivent nous tenterons de mettre en lumière quelques caractéristiques du concept de parti prolétarien chez Marx, sans oublier tel apport de Friedrich Engels, qui fut, après la mort de son ami, le conseiller fréquemment sollicité des premiers partis « marxistes » en Europe.

I. Pour comprendre l'idée que Marx se faisait du parti prolétarien, il faut connaître le cheminement de sa pensée politique. Marx a commencé sa carrière littéraire comme journaliste libéral, fort d'une philosophie de la liberté inspirée de Hegel et repensée à l'école des Jeunes Hégéliens. Dès sa thèse de doctorat, il pose la philosophie comme réalisation d'un monde de la liberté, et il énonce que cette réalisation est en même temps la perte de la philosophie.

La note critique y apparaît dans la double revendication contre le monde et la philosophie ; c'est l'affirmation de la conscience de soi, donc de l'individu en face d'une philosophie qui l'enchaîne « en tant que système déterminé » (Hegel est ici visé).

Cette dualité de la conscience de soi s'exprime par deux courants de pensée : le parti libéral et la philosophie positive. Le premier agit en tant que critique, la seconde s'enferme en elle-même, mais dans les deux se révèlent les tares du monde et de la philosophie.

Mais il y a aussi une option : « *En fait c'est le parti libéral, en tant que parti du concept, qui réalise des progrès réels, alors que la philosophie positive est incapable d'aller au-delà des revendications et des aspirations* » [2].

Gêné par la censure, Marx renonce au journalisme et réexamine le système représentatif en tant que revendication pratique d'un « grand parti », parti qui sera obligé de se dépasser lui-même, « car sa victoire est en même temps sa perte » [3].

II. Parti d'une position aussi radicale, Marx parvient à distinguer au-delà du libéralisme et de son parti, l'émancipation sociale qui vise l'individu total, d'une part, et, d'autre part, l'émancipation politique qui en est le moyen. La question était déjà posée par Hegel lorsqu'il constata la séparation de la société civile et de l'État, de la bureaucratie et de l'individu, de la « classe du travail immédiat et concret » et du pouvoir [4]. L'émancipation politique ne met pas fin à l'aliénation, les droits de l'homme n'excluant pas les privilèges de la propriété privée. Elle ne fait que réduire l'homme à l'individu égoïste d'une part et au citoyen abstrait et « moral » de l'autre. Marx exige donc l'absorption du citoyen abstrait par l'individu dans sa vie empirique, dans son activité, dans ses rapports avec autrui. C'est l'émancipation humaine qui permet à l'homme, en tant qu'espèce, d'organiser « ses forces propres » comme force sociale, en rejetant le pouvoir politique qui lui est extérieur [5].

Cela fut pensé et écrit avant que Marx ne fût devenu communiste. Mais en remettant en question la pensée de Hegel et de son école, et en faisant siens les principes de la démocratie, il va fortifier la cause de toutes les convictions philosophiques et éthiques acquises. La démocratie entre comme postulat dans la praxis politique d'une classe sociale qui « *par son caractère universel* » et ses « *souffrances universelles* » représente la dissolution de la société bourgeoise : la classe prolétarienne [6].

III. D'emblée Marx érige donc la révolution sociale en « impératif catégorique ». Lorsqu'il donnera à sa conception des bases « matérialistes » et apportera au communisme une théorie scientifique, le postulat éthique de la révolution y sera implicitement et explicitement maintenu, de sorte qu'une ambiguïté fondamentale restera présente dans toute l'œuvre et l'activité politiques que Marx consacrera au mouvement ouvrier.

En vertu de sa vocation universelle, la révolution prolétarienne est aussi différente des révolutions antérieures que la classe prolétarienne l'est des autres classes. Une question se pose alors : puisque cette vocation universelle découle naturellement des conditions mêmes dans lesquelles la société se transforme au cours de phases successives, en fonction des « *forces productives* », quels pourraient être le rôle et la praxis du parti prolétarien, qui ne peut échapper à ce déterminisme social ?

En même temps se pose la question du rôle des « *communistes* », que Marx ne considère pas comme un parti ouvrier distinct des autres, mais comme une sorte d'élite intellectuelle ayant acquis la connaissance et la conscience de ce qu'il appelle la *Selbsttätigkeit*, l'autonomie et le mouvement réel de la classe ouvrière [7].

La disparition du capitalisme étant aussi inévitable, que l'apparition du communisme, la révolution prolétarienne étant aussi nécessaire historiquement que ses agents, les classes ouvrières, que reste-t-il à faire, pour des hommes communistes conscients, à partir de cette théorie, de cette vision du « processus naturel » du développement historique ? Marx semble n'y voir aucune ambiguïté : ce rôle consiste à accélérer le processus de maturation de la conscience révolutionnaire des ouvriers et donc des partis ouvriers.

On comprend dès lors la distinction, constamment accentuée par Marx, du mouvement de classe et de la praxis politique, et du rapport de subordination qu'il établit en affirmant que le mouvement politique des partis ouvriers n'est que le moyen par lequel le prolétariat réalisera son émancipation, et par là-même la libération de toute la société [8]. Comment expliquer dès lors que le *Manifeste* rédigé par lui (avec la collaboration d'Engels) au nom de la Ligue des Communistes, ait pour titre : "*Manifeste du parti communiste*" ? La réponse est toute simple, si l'on garde à l'esprit la fonction que Marx attribue à la pensée théorique, à l'« *arme de la critique* », et si l'on sait qu'à ses yeux « *la théorie se change en force matérielle, lorsqu'elle saisit les masses* » [9]. Cette théorie radicale est l'œuvre d'une élite qui, sans être à proprement parler un parti ouvrier, exprime la tendance profonde de la marche vers le communisme. L'impératif catégorique dont il parle ne vise plus dès lors la révolution en tant que telle, mais son rythme, c'est-à-dire la réalisation accélérée des tâches politiques associée à la spontanéité du mouvement réel, enfanté par un mode de production créateur de ses propres « fossoyeurs ».

IV. Pour qui connaît la « loi économique du mouvement de la société bourgeoise », les tâches politiques des partis ouvriers sont nettement circonscrites. Dès lors, le concept du parti prolétarien s'éclaire aussi bien à la lumière de la théorie que du mouvement réel.

Aucun parti ne saurait donc accomplir en son nom propre ce qui est la tâche « historique » de la classe.

Ici intervient la distinction entre la classe comme telle et la « classe pour elle-même » ; ou, en termes moins hégéliens, entre un prolétariat passif issu du développement même du capitalisme, et un prolétariat uni dans la lutte [10].

De là encore l'affirmation selon laquelle la paysannerie ne saurait être une classe et mener une lutte politique propre [11].

Et de là finalement la formule fréquemment répétée de la « *constitution du prolétariat en classe* ». Cette formule, on la trouve déjà sous la plume de Flora Tristan, dont "*l'Union ouvrière*" fut publiée à Paris quelques mois avant l'arrivée de Marx en France.

En se plaçant assez haut, c'est-à-dire du point de vue théorique de l'histoire, on peut comprendre l'attitude constamment critique de Marx à l'égard de sa propre activité politique et de celle des partis ouvriers qu'il a vu naître.

De même on comprend sa préférence sans cesse affirmée par les mouvements spontanés de la classe ouvrière plutôt que pour les tactiques et les programmes des partis ouvriers. En fait foi l'axiome transcrit

dans les Statuts de la Première Internationale : « *L'émancipation de la classe ouvrière ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière elle-même.* »

C'est également la raison pour laquelle dès 1847, dans sa polémique contre Proudhon, Marx souligne l'importance des *trade-unions* : leur lutte s'accompagne des luttes politiques des ouvriers, « *qui constituent maintenant un grand parti politique sous le nom de Chartistes* » [12].

Il y a donc, dans le devenir de la classe pour « *elle-même* », ce double mouvement de l'auto-constitution dans lequel l'action spontanée des ouvriers est tenue pour le facteur décisif : « *De tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même.* » Et voici qui souligne le caractère évolutif du mouvement ouvrier : « *L'organisation des éléments révolutionnaires comme classe suppose l'existence de toutes les forces productives qui pouvaient s'engendrer dans le sein de la société ancienne.* » [13]

Cette attitude, Marx la maintiendra constamment au sein de l'Internationale. Elle explique les attaques contre Bakounine. Au congrès de La Haye (1872), il ne dédaignera pas les manœuvres de couloir pour obtenir l'expulsion du leader anarchiste. Un mouvement ouvrier international, ouvert, légal, organisé démocratiquement, donnant place à toutes les tendances et opinions, luttant pour l'existence et la survie quotidienne des ouvriers, c'est-à-dire pour des réformes sociales : voilà ce que voulait Marx. Bakounine, lui, entendait faire de l'organisation officielle le paravent des activités toutes clandestines d'une conspiration où il jouerait le rôle de spiritus rector [14].

V. La relation ainsi établie entre le développement social et le procès naturel implique la fixation des normes politiques imposées par la structure même de la société dans laquelle les partis ouvriers agissent. C'est cette nécessité que Marx a constamment fait valoir dans ses conflits avec telle fraction de la *Ligue des communistes* et dans ses critiques des entreprises blanquistes ou des expériences sectaires.

Marx apparaît dans ces raisonnements comme un apologiste du libéralisme bourgeois auquel il ne cesse d'attribuer une fonction historique. Il défend cette conception aussi bien dans son plaidoyer devant les jurés de Cologne (1849) que dans sa démarche en faveur de ses amis, membres de la "*Ligue des communistes*", accusés de conspiration (1852) [15].

Dès 1847, en écrivant que la domination bourgeoise donnerait au prolétariat, non seulement des armes contre la bourgeoisie et la bureaucratie prussiennes, mais aussi « *une position de parti reconnu* », de parti communiste, il affirmait que le prolétariat se joindrait à lui pour conquérir les libertés nécessaires à son propre développement : libertés de la presse, de l'association, représentation réelle, etc.

« *Plus que de son pain, écrivit alors Marx, le prolétariat a besoin de son courage, de sa confiance en soi, de sa fierté et de son esprit d'indépendance.* » [16]

En même temps, Engels et Marx tirèrent la conséquence logique de leur conception de la démocratie : la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, grâce au suffrage universel, objectif qui n'avait rien de révolutionnaire, puisqu'il ne faisait qu'inaugurer le processus de la révolution entrevue. « *Dans tous les pays*

civilisés, écrit Engels, la démocratie a pour résultat nécessaire la domination politique du prolétariat, et celle-ci est la première condition de toutes les mesures communistes. » [17]

Nous tenons ici la clé de leur formule du Manifeste communiste : « conquête de la démocratie ».

Se joignant à Engels, Marx précise que cette conquête politique sera passagère, « un moment au service de la révolution bourgeoise comme en 1794, tant que les conditions matérielles ne rendront pas nécessaire l'abolition de la domination bourgeoise ». La précision va beaucoup plus loin, puisque Marx ne craint pas d'évoquer la fatalité historique qui contraint les hommes « de produire eux-mêmes, dans le cours de leur développement, les conditions matérielles d'une nouvelle société » (...) « aucun effort de l'esprit ou de la volonté ne peut les libérer de ce destin » [18].

Si donc les ouvriers et leur parti appuient la bourgeoisie en lutte contre un passé inacceptable, c'est qu'ils savent que « cette bourgeoisie doit leur faire des concessions politiques plus larges que la monarchie absolue, et que leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra commencer que le jour du triomphe de la bourgeoisie » [19].

Le lendemain de ce jour commence la lutte pour la révolution sociale. Dès avant le *Manifeste*, Marx a distingué la révolution politique (renversement du pouvoir bourgeois) de la révolution sociale (transformation progressive de la société capitaliste). La première est considérée comme une condition de la seconde [20].

Le rôle du parti ? Il trouve d'avance sa limite dans cette conception d'une révolution en deux temps. Il n'est pas moins évident que la séparation des tâches fait du parti un parti jacobin. « Il y a dans l'histoire des analogies frappantes : le jacobin de 1793 est devenu le communiste de nos jours » [21].

Il convient ici de considérer quelques-uns des problèmes qui sont demeurés chez Karl Marx sans réponse d'ensemble : parti ouvrier, prise et exercice du pouvoir ; pouvoir ; légalité ; violence ; parti « marxiste ».

Sur le premier point, si nous nous en tenons aux seules sources, nous disons que les problèmes politiques (préparation à la prise du pouvoir et prise du pouvoir) ne pouvaient trouver d'autre solution que « *démocratique* » dans l'environnement des institutions bourgeoises — aussi longtemps, du moins, que ces institutions ont un fonctionnement normal.

Toutefois, les partis ouvriers ont une vocation historique, donc des tâches particulières. On peut penser que les chances d'une politique révolutionnaire dans l'enceinte démocratique seraient faibles ; les résistances seraient vaincues par la force.

Le troisième problème est posé à Marx par l'apparition des partis « marxistes ». Il voit aussitôt que sa théorie révolutionnaire ne saurait servir de norme d'action pour la politique de chaque jour et de chaque pays.

La France dogmatise la théorie ; l'Allemagne lassallienne sectarise le mouvement ouvrier : ce ne sont là que les premiers symptômes. Après la mort de Marx, Engels ne ménagera pas ses critiques aux marxistes de la secte française ; il se sentira de plus en plus proche du mouvement de masse allemand ; il entrevoit une victoire proche par des moyens électoraux : les subversifs, dit-il, se trouvent fort bien de ce que leur apportent les moyens légaux [22].

VI. Au moment de la constitution des partis ouvriers en Allemagne et en France, Marx et Engels eurent l'occasion d'opposer leurs vues à celles d'intellectuels qui sous-estimaient les capacités révolutionnaires du prolétariat, et s'efforçaient de transformer le socialisme en une doctrine morale, pour gagner des partisans dans les « classes instruites et possédantes ». C'est ainsi qu'en 1879, dans une lettre circulaire, ils critiquèrent les intellectuels, en rappelant le *Manifeste communiste* : « ces individus, pour être utiles au mouvement prolétarien, doivent vraiment lui apporter des éléments constitutifs d'une valeur réelle », pratique ou théorique. Rappelant leur activité de presque quarante ans au service de la lutte de classes, levier de la révolution moderne, ils opposèrent la devise de l'auto-émancipation ouvrière à l'attitude de ceux qui, venus des rangs de la bourgeoisie, prétendaient que la « classe ouvrière par elle-même est incapable de s'affranchir » et qu'elle doit donc passer sous la direction de bourgeois instruits et aisés qui seuls ont l'occasion et le temps de se familiariser avec les intérêts des ouvriers [23].

Un an plus tard, en formulant le programme du parti ouvrier français, Marx énonça le dernier mot de toute sa pensée politique : « *l'appropriation collective [des moyens de production] ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — ou prolétariat — organisée en parti politique distinct* » ; « *qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel, transformé ainsi, d'un instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici, en un instrument d'émancipation* » [24].

Si la spontanéité du prolétariat est soulignée avec tant d'énergie, que pouvaient penser les ouvriers en lutte du rôle de leur propre théorie dans cette prise de conscience ? [25].

La réponse est donnée clairement par Engels, après la mort de Marx, au moment de l'apparition aux États-Unis du premier groupe « marxiste ». Dans ses lettres à ses amis, Engels s'insurgeait contre la transformation de la théorie marxienne en dogme sectaire, et il rappelait précisément le postulat fondamental de cette théorie : « *constitution des ouvriers en parti politique indépendant* » certes, mais non pas sur la base d'un dogme théorique. « *Les masses ont besoin de temps et d'expériences pour se développer, et elles en ont seulement l'occasion lorsqu'elles ont un mouvement à elles, quelle qu'en soit la forme, pourvu que ce soit leur mouvement propre.* » [26]

Et : « *Il n'y a pas de meilleur chemin vers la claire intelligence théorique que de s'instruire par ses propres erreurs (...). L'important, c'est de faire que la classe ouvrière agisse en tant que classe. Ceci obtenu, elle trouvera bientôt la bonne direction (...). Un million ou deux de voix ouvrières au prochain novembre pour un parti ouvrier de bonne foi vaut infiniment plus à présent que cent mille voix pour une plate-forme doctrinalement parfaite.* » [27]

C'est toujours la même idée qu'en 1851 (à ce « faire » et à cet « obtenir » près) : « *Une révolution est un phénomène purement naturel (...) et si l'on se pose en représentant d'un parti, l'on est entraîné dans ce tourbillon de l'irrésistible nécessité naturelle.* » [28]

Si les partis ouvriers réels ne sont pas forcément les agents de la lutte politique du prolétariat, il existe en revanche une forme de représentation non institutionnalisée qui représente le mouvement prolétarien, au sens « historique » du terme. Les ligues ouvrières, les partis ouvriers, etc., naissent le plus souvent en dehors

du prolétariat et ne peuvent donc être considérés comme l'expression de l'autonomie de la classe et du mouvement réel.

L'idée de spontanéité est donc essentielle pour comprendre la distinction faite par Marx entre des partis ouvriers dont la structure ne peut être différente de celle de tous les autres partis politiques en régime libéral, et le parti prolétarien qui transcende en quelque sorte les conditions de la société établie et ne peut, pour cette raison, s'identifier à une organisation réelle soumise aux servitudes de l'aliénation politique. Excitateur de la spontanéité prolétarienne, il ne saurait être fondamentalement l'organe de la collaboration des classes.

C'est ce qui explique pourquoi Marx a pu, dans sa correspondance et dans certaines proclamations publiques, parler de « *notre parti* », alors qu'aucune organisation officielle ne liait les amis groupés dans le « *parti Marx* » [29]. Ce groupe politique n'avait pas de statuts. Il avait un credo, le communisme, et Marx était appelé à lui donner des assises théoriques.

Conclusion

D'après ce qui précède, les conceptions marxiennes du prolétariat et du parti prolétarien pourraient être résumées comme suit :

La lutte prolétarienne se manifeste sous trois formes qui sont autant de phases historiques du « *mouvement réel* », de la *Selbsttätigkeit* des travailleurs :

- 1. Lutte (économique et politique) pour les réformes sociales au sein de l'ordre établi (suffrage universel, lois sociales, etc).
- 2. Conquête (légale ou violente) du pouvoir politique et application des mesures de transition en vue du bouleversement des rapports de production bourgeois.
- 3. Dictature du prolétariat pour briser la résistance de la classe expropriée.

Avec l'abolition du salariat, l'instauration de la Commune (des producteurs) et donc la disparition de tout pouvoir politique, naît « *l'association où le libre épanouissement de l'individu est la condition du libre épanouissement de tous* » (*Manifeste communiste*).

Conformément à cette théorie politique, on peut dégager chez Marx une double conception du parti prolétarien. Dans les sources, les deux sens ne sont jamais explicitement délimités ; le théoricien et l'homme de parti se confondent souvent. Il nous semble cependant justifié de distinguer, dans la conception marxienne du parti prolétarien, entre le concept sociologique de parti ouvrier d'une part, et le concept éthique du parti communiste de l'autre.

Le premier s'applique à une organisation qui, faisant partie de la société bourgeoise, ne saurait échapper aux conditions générales que lui impose cette société : le parti ouvrier reste dans sa structure (et en contradiction avec son programme) un parti d'emprise « *bourgeoise* », et dont les leaders ont tôt fait de prendre à leur compte les règles du jeu politique. La fonction (bourgeoise) crée l'organisme (bourgeois) [30].

Quant au concept éthique du parti prolétarien, nous le trouvons dans la définition que Marx donne des communistes, définition qui tient du postulat et de la profession de foi, plutôt que de la constatation empirique : « *D'une part, ils mettent en avant et font valoir, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, les intérêts communs du prolétariat tout entier, indépendants de la nationalité. D'autre part, aux divers stades du développement de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent à tout moment l'intérêt du mouvement total.* »

Les communistes selon Karl Marx sont une sorte d'élite intellectuelle : « *Sur le plan de la théorie, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien.* » (*Manifeste communiste*) [31].

Leur rôle n'est donc pas politique, au sens traditionnel du terme. Ils ne forment pas une organisation particulière obéissant à des règles et des statuts formellement établis. Créateurs de la théorie du mouvement,

mais non inventeurs de systèmes, leur autorité est purement morale' et se fonde sur des œuvres théoriques qui marquent profondément le visage culturel d'une époque. Ils sont au sein du mouvement, mais non pas forcément soumis aux directives de partis existants ; ils peuvent œuvrer à l'écart de tout mouvement officiel.

C'est ce rôle que Marx se croyait en droit de réclamer, lorsque, recevant une délégation d'hommes de son parti, il leur dit, en parlant en son nom et en celui d'Engels : « *Notre mandat de représentants du parti prolétarien, nous ne le tenons que de nous-mêmes, mais il est contresigné par la haine exclusive et générale que nous ont vouée toutes les fractions du vieux monde et tous les partis* » [32].

Il resterait à l'analyse sociologique de montrer en quoi une telle conception de l'élection charismatique se distingue, ou ne se distingue guère de l'idée que Marx se faisait des sectes politiques. Nous reprendrons le sujet.

M. Rubel

Voir en ligne : <https://www.marxists.org/francais/r...>

Notes

[1] Un tour de force : R. Dahrendorf, dans son intéressant ouvrage *Sociale Klassen und Klassenkonflikt* (Stuttgart, 1957) cite à peu près tout ce que Marx a écrit d'important sur les classes sociales sans toucher au problème des partis politiques. Il faut reconnaître, au reste, qu'il n'existe pratiquement aucun travail sérieux de l'école marxiste sur le problème du parti.

[2] Thèse sur Démocrite et Epicure, 1841, *Marx-Engels Gesamtausgabe (MEGA)*, vol. I, p. 65.

[3] *Correspondance 1843, Annales franco-allemandes, MEGA*, vol. I, p. 574.

[4] [Critique de la philosophie de l'État de Hegel](#), 1843, *MEGA*, vol. I.

[5] [La question juive](#), *ibid.*

[6] [Critique de la philosophie du droit de Hegel](#). Introduction, 1943, *MEGA*, vol. I, p. 619.

[7] « De même que les économistes sont les représentants scientifiques de la classe bourgeoise, de même les socialistes et les communistes sont les théoriciens de la classe prolétaire. » [Misère de la philosophie](#), *MEGA*, vol. 6, p. 191.

[8] Nous extrayons ce passage caractéristique de la *Résolution adoptée par la Conférence de l'A.I.T. de Londres, 1871* :

- « (...) Vu les considérants des Statuts originaux, où il est dit : « L'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen » ;
- « Vu l'Adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs (1864) qui dit : ... « La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière » ;
- « Vu la Résolution du Congrès de Lausanne (1867) à cet effet : « L'émancipation sociale des Travailleurs est inséparable de leur émancipation politique » ; (...).

« Considérant en outre :

- « Que, contre ce pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes ;
- « Que cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes ;
- « Que la coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques doit aussi servir de levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploités ;

« La Conférence rappelle aux membres de l'Internationale : – « Que dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis. »

[9] [Critique de la philosophie du droit de Hegel](#), MEGA, vol. 1, p. 614.

[10] [Misère de la philosophie](#), MEGA, vol. 6, p. 226.

[11] [Le Dix-huit Brumaire](#).

[12] [Misère de la philosophie](#), MEGA, VI, p. 226.

[13] [Misère de la philosophie](#), MEGA, VI, p. 227. Plus de vingt ans plus tard : « *Jamais les syndicats ne doivent être rattachés à une association politique (...) Les syndicats sont les écoles du socialisme. (...) Seuls, ils sont capables de représenter un véritable parti ouvrier et d'opposer un rempart à la puissance du capital.* » Déclaration faite à une délégation de syndicalistes allemands, parue dans "*Volksstaat*," 27 novembre 1869.

[14] Cf. L'alliance de la démocratie socialiste et l'A.I.T. (1873).

[15] *Karl Marx devant les jurés de Cologne. Révélations sur le procès des communistes*. Paris, A. Costes, 1953.

[16] MEGA, vol. 6, p. 27a

[17] Ibid., p. 280.

[18] Ibid., p. 306

[19] Ibid., p. 319. Cette conception, Marx la maintiendra énergiquement dans ses controverses avec Lassalle qui, dans son action politique, était prêt à pactiser avec Bismarck et la monarchie prussienne — par haine de la bourgeoisie. Voir Marx à Engels, 11 et 30 juillet 1862 ; Marx à Kugelman, 23 février 1865.

[20] « Kritische Randglossen », *Vorwärts*, 7 août 1844, MEGA, 3, p. 22.

[21] [Discours sur la Pologne](#), 1848, MEGA, 6, p. 409 et sq. Cf. Korsch, Karl. Karl Marx, New York, 1938.

[22] Engels, F. Introduction à : Marx, Karl. *Les luttes de classes en France* (1894).

[23] Marx et Engels à Bebel, Liebknecht, etc., sept. 1879. *Ausgewählte Briefe*, Berlin 1953, P. 389.

[24] « [Programme du parti ouvrier français](#) » 1880. Dans le même ordre d'idées, il convient de rappeler l'initiative que le Conseil général de l'Internationale ouvrière prit en 1865 pour susciter la *Reform League*, dont la campagne en

faveur du suffrage universel eût tout l'appui de Marx. Voir ses lettres à Engels, 1^o mai 1865, et à Kugelmann, 15 janvier 1866.

[25] Marx et Engels semblent attendre tant de choses d'un parti « *au sens éminemment historique* » qu'on pourrait bien leur renvoyer la critique adressée aux utopistes, inventeurs d'une science sociale. À cet égard, la [lettre de Marx à Freiligrath](#) du 29 février 1860, est un document capital. En voici quelques passages : « *Après que, sur ma demande, la Ligue eut été dissoute en novembre 1852, je n'ai appartenu (ni n'appartiens) à aucune organisation secrète ou publique ; donc le parti, dans ce sens tout à fait éphémère, a cessé d'exister pour moi depuis huit ans. (...). La Ligue, tout comme la Société des Saisons de Paris et cent autres sociétés, ne fut qu'un épisode dans l'histoire du parti, qui naît spontanément (naturwüchsig) du sol de la société moderne. (...) En parlant de parti, je donne à ce terme son sens éminemment historique.* ».

[26] Engels à Sorge, 20 novembre 1866. De même, parlant du mouvement syndical, Marx écrit à Bolte (23 novembre 1871) : « *Chaque mouvement où la classe ouvrière s'oppose en tant que classe aux classes dominantes et cherche à exercer sur elles une pression de l'extérieur, est un mouvement politique.* » Une grève partielle, c'est un mouvement « *purement économique* », alors que le mouvement visant à arracher la loi des 8 heures, etc.. est un mouvement politique ».

[27] Engels à F. Kelley-Wischnewetzky, 28 décembre 1886.

[28] Lettre (fort injurieuse pour les partis, et mutilée dans la première édition de la correspondance) du 23 février 1851. *MEGA*, III, 1, p. 148 sq.

[29] Cette appellation circula dans le milieu communiste allemand, mais se trouva également dans les rapports de police prussiens.

[30] L'explication toute sociologique qu'Engels donne de l'origine de l'État pourrait s'appliquer mutatis mutandis à la conception du parti : « *La Société produit certaines fonctions communes (...), les individus qui y sont appelés constituent une nouvelle branche de la division du travail au sein de la société. Ils y trouvent ainsi des intérêts particuliers, même vis-à-vis de leurs propres commettants ; ils se rendent indépendants vis-à-vis de ceux-ci, — et voici l'État.* » (Engels à C. Schmidt, 27 octobre 1890), On voit Engels décrire ici un phénomène que Robert Michels érigea en « *loi d'airain de l'oligarchie* ». Cf. *Zur Soziologie des Parfeiwesens in der modernen Demokratie. Untersuchungen Über die oligarchischen Tendensen des Gruppenlebens. Zweite Auflage*, 1925.

Sans vouloir ouvrir ici le débat sur la conception que Lénine avait du parti prolétarien, il nous semble qu'on pourrait lui appliquer la caractérisation donnée par Engels : un parti formé d'une minorité d'hommes résolus et bien organisés, poursuivant « *la centralisation la plus rigoureuse et la plus dictatoriale de tout le pouvoir entre les mains du nouveau gouvernement révolutionnaire* ». Ce fut là, aux yeux d'Engels, l'antithèse du véritable gouvernement ouvrier, représenté par la Commune. Voir Engels, Préface de 1891 à Karl Marx, « *La guerre civile en France.* »

[31] Que Marx énumère, parmi les objectifs communs aux communistes et aux partis prolétariens, « *la formation du prolétariat en classe* » paraît surprenant à première vue. Mais il ne faut pas oublier que pour Marx cela signifie, au fond, formation du prolétariat en syndicats révolutionnaires !

[32] Marx à Engels, 18 mai 1859.